

# PORTFOLIO

LES DOSSIERS SPÉCIAUX DE LA PRESSE AFFAIRES

LAPRESSEAFFAIRES.CYBERPRESSE.CA  
Ce reportage sur le Grand Nord est disponible sur [lapresseaffaires.cyberpresse.ca/portfolio](http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/portfolio)

## PORTRAIT 2010 > GRAND NORD



ILLUSTRATION LA PRESSE

# Québec en consultation pour son Plan Nord



MARTINE LETARTE  
COLLABORATION SPÉCIALE

L'an dernier, le Plan Nord, immense projet à multiples volets du premier ministre Jean Charest au nord du 49<sup>e</sup> parallèle, suscitait soit un engouement, soit une méfiance auprès des différents groupes d'intérêts québécois. Chose certaine, pour tous, le Plan Nord était très flou. Qu'en est-il un an plus tard?

«Les choses ont beaucoup avancé. Nous avons structuré notre démarche», affirme Nathalie Normandeau, ministre responsable du Plan Nord, à *La Presse Affaires*.

Les membres de la Table des partenaires, qui inclut notamment des gens de l'industrie, des milieux sociaux, des élus locaux, des chercheurs et des membres de différentes communautés autochtones, se sont rencontrés pour une première fois le 6 novembre, puis le 25 janvier et le 28 mai.

«Nous voulons vraiment que notre approche soit un exemple de développement durable, dit la vice-première ministre du Québec. Nous travaillons en consultation en amont avec les communautés, pour les communautés. Environ 300 personnes œuvrent dans une quinzaine de groupes de travail accompagnés par une quinzaine de ministères et d'organismes. C'est une mobilisation importante et c'est ensemble qu'on devrait aboutir pour novembre prochain à un premier plan d'action sur cinq ans pour le Plan Nord qui lui, s'échelonnait sur 25 ans.»

### La clé du développement

Pour le gouvernement Charest, le Plan Nord est central dans le développement de la province. «L'avenir économique du Québec repose sur notre capacité à mettre en valeur cet immense territoire extrêmement riche. C'est la clé», affirme M<sup>me</sup> Normandeau.

Par ses forêts, ses rivières et sa biodiversité, le territoire au nord du 49<sup>e</sup> parallèle a aussi

une très grande valeur aux yeux des groupes environnementaux qui se sont réjouis de l'engagement du premier ministre de protéger 50% du territoire de tout développement industriel.

«La Fondation américaine PEW nous a même félicités parce qu'à sa connaissance, le Québec est le seul endroit dans le monde à entreprendre une démarche d'une telle envergure», se réjouit-elle.

Sauf que le vent pourrait être en train de tourner. PEW et bien d'autres groupes environnementaux s'inquiètent parce que le gouvernement a exclu l'approche du zonage a priori. Il compte plutôt conserver un kilomètre pour chaque kilomètre qui sera développé.

«L'objectif, c'est de protéger ce patrimoine territorial pour les générations qui vont suivre. Si on attend de connaître toutes les caractéristiques de cet immense territoire avant d'agir, on gèlera tout développement possible pendant très longtemps», affirme Nathalie Normandeau.

Les environnementalistes dénoncent aussi que parmi la

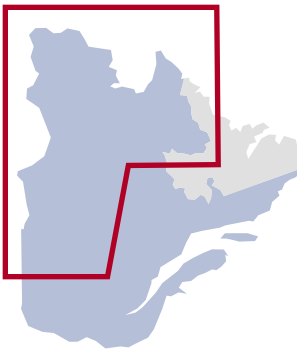
quinzaine de groupes de travail formés, aucun n'est affecté à la conservation.

«Jusqu'à maintenant, je ne crois pas que la création d'un tel groupe soit prévue, mais il faudrait demander au cabinet de Line Beauchamp, indique la ministre. Nous préférons travailler de façon plus ouverte avec les groupes environnementaux. Il y a un groupe responsable du développement durable, dont les membres font partie de tous les comités sectoriels. Et il y a le responsable de l'environnement qui est à la table des partenaires. Parce que de toute façon, dans le 50%, il n'y aura pas seulement de la conservation. Il y aura aussi du développement non industriel.»

Au cabinet de Line Beauchamp, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, on analyse actuellement la demande des groupes environnementaux de créer un groupe de travail en conservation.

«Ce n'est pas un oui, ni un non», affirme Dave Leclerc, attaché de presse de la ministre Beauchamp.

### QUÉBEC



Source: La Presse

### LE GRAND NORD EN BREF

**Population:** 120 000 habitants, soit environ 1,6% de la population du Québec

**Superficie:** 1,2 million de km<sup>2</sup>, soit environ 72% de la superficie du Québec

**Quatre nations autochtones présentes:** crie, inuite, naskapie et innue

## Hydro-Québec fait le plein de projets

MARTINE LETARTE  
COLLABORATION SPÉCIALE

L'exportation d'hydroélectricité est très profitable pour le Québec. Hydro-Québec prévoit qu'elle rapportera encore davantage dans les prochaines années grâce aux projets en chantier.

En 2008, les exportations nettes représentaient 32% du bénéfice net d'Hydro-Québec.

L'an dernier, malgré une augmentation du volume exporté, le bénéfice a chuté à 22% en raison des prix plus bas sur les marchés.

Hydro-Québec demeure toutefois optimiste et prévoit que les exportations lui procureront 38% de son bénéfice net en 2013.

L'augmentation de la capacité de production d'Hydro-

Québec, notamment grâce au projet de l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert dans la région du Nord-du-Québec, doit jouer un rôle dans ces augmentations prévues.

C'est La Romaine, complexe hydroélectrique de 1550 MW sur la Côte-Nord, qui viendra gonfler les réserves d'Hydro-Québec. Les quatre centrales de La Romaine offriront une

production annuelle moyenne de 8 TWh.

La première sera mise en service en 2014 et les autres, en 2016, 2017 et 2020. L'investissement est évalué à 6,5 milliards de dollars (8 milliards si on inclut les lignes de transport).

«Les retombées estimées du projet pour la région de la Côte-Nord sont de 1,3 milliard de dollars», précise Marie-Élaine Deveault, attachée de presse d'Hydro-Québec.

Ouvert il y a un an, le chantier accueille plus

de 800 travailleurs et 400 de plus se joindront à l'équipe en août. «Au plus fort des travaux, entre 2014 et 2016, près de 2000 emplois seront créés», ajoute M<sup>me</sup> Deveault.

En 2009, on comptait en moyenne 9% de travailleurs autochtones sur le chantier, d'après Hydro-Québec.

39 contrats d'une valeur totale de 467 millions de dollars ont été accordés jusqu'à maintenant. La Romaine est le plus grand chantier en ce moment au Canada.

Le 15 novembre 2008, le premier ministre Charest s'est engagé dans ce qui pourrait devenir la plus grande initiative de protection environnementale au monde en conciliant le développement économique et la conservation du Nord du Québec.

Jusqu'à la moitié du territoire du Plan Nord sera assujettie à des normes rigoureuses pour un développement durable alors que, pour l'autre moitié du territoire nordique, le premier ministre a précisé que «seul le développement récréotouristique et de mise en valeur de notre patrimoine naturel sera permis».

«C'est donc une superficie égale à la France qui sera vouée à des fins de protection de l'environnement et de développement récréotouristique»

MADAME NORMANDEAU, MADAME BEAUCHAMP  
ET MONSIEUR CORBEIL

C'EST MAINTENANT À VOUS DE JOUER :  
LE QUÉBEC DOIT PRENDRE SA PLACE  
DANS L'HISTOIRE

CANADIAN  
BOREAL  
INITIATIVE



INITIATIVE  
BORÉALE  
CANADIENNE

[www.borealcanada.ca](http://www.borealcanada.ca)

## PLAN NORD

## Québec délaisse-t-il l'environnement?

MARTINE LETARTE  
COLLABORATION SPÉCIALE

Le gouvernement du Québec est-il en train de s'égarer en ce qui a trait à l'objectif premier de son engagement de protéger de tout développement industriel 50 % du territoire du Plan Nord?

Suzanne Méthot, directrice régionale pour le Québec d'Initiative boréale canadienne (IBC) et responsable du secteur du développement durable à la table des partenaires du Plan Nord, s'inquiète.

« On joue sur les mots. On essaie de ne plus utiliser le mot protection. On parle plutôt d'équilibre entre activités industrielles et non industrielles, pour éviter de faire peur à des gens. On patine. »

Elle dénonce le fait qu'on n'a pas créé un groupe de travail sur l'enjeu de la conservation. « Si on ne fait pas de la conservation et du développement, on n'a pas de développement durable. Ça prend un équilibre entre les deux », affirme-t-elle.

Mathew Jacobson, responsable au Québec de la campagne internationale pour



PHOTO MARTIN BUREAU, AGENCE FRANCE-PRESSE

Les groupes écologiques sont inquiets du manque de précisions du gouvernement du Québec quant aux mesures adoptées et qui doivent encore être adoptées pour protéger les fragiles écosystèmes de l'Arctique.

**« En ce moment, la conservation est l'enfant pauvre du Plan Nord. Bien des gens autour des tables pensent encore que la protection, c'est du gaspillage. »**

— Christian Simard, directeur général de Nature Québec

la conservation boréale au PEW Environment Group, organisme qui a fondé l'IBC, affirme demeurer tout de même optimiste.

« Mais nous sommes inquiets. En même temps, nous savons que lorsqu'un leader arrive avec une vision nouvelle, comme l'a fait le premier ministre Charest, il se heurte nécessairement à des gens qui ne veulent pas de changement. »

PEW et l'IBC sont vivement opposés à cette proposition du gouvernement de protéger un kilomètre après chaque kilomètre développé.

« Cela signifie qu'on développera un territoire de la grandeur de la France avant de pouvoir protéger l'équivalent. Et lorsqu'il est question de biodiversité, un kilomètre n'équivaut pas à n'importe quel kilomètre. Par exemple, les phoques des lacs des Loups Marins sont présents uniquement dans cet endroit au Québec. Si on le développe, on ne pourra plus rien protéger d'équivalent. Et de toute façon, un kilomètre, ce n'est rien lorsqu'on parle de protection d'habitats pour des espèces comme le caribou », affirme M. Jacobson.

Pour PEW et IBC, cette façon de faire de la protection en réaction au développement est à éviter.

« Nous espérons que cette idée sera abandonnée et que le gouvernement arrivera avec une meilleure proposition pour que nous puissions continuer de travailler ensemble », ajoute M. Jacobson.

#### SNAP et Nature Québec préoccupés

Le fait qu'aucun groupe n'ait encore été formé pour travailler sur la question de la conser-

vation préoccupe également grandement la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) et Nature Québec.

« Lors de la dernière réunion de la table des partenaires, on a parlé abondamment de l'exclusion au développement industriel de 50 % du territoire du Plan Nord, mais jamais le mot biodiversité n'a été mentionné. Pour nous, cette initiative doit absolument reposer sur des bases scientifiques de biologie de conservation et de protection des valeurs culturelles », affirme Patrick Nadeau de la SNAP qui est responsable du secteur environnement à la table des partenaires du Plan Nord.

« En ce moment, la conservation est l'enfant pauvre du Plan Nord qui est vue par plusieurs comme un gros plan de développement. Bien des gens autour des tables pensent encore que la protection, c'est du gaspillage », remarque Christian Simard, directeur général de Nature Québec qui siège au groupe de travail du transport.

Les deux organismes environnementaux ne voient pas comment le gouvernement

arrivera à intégrer des éléments liés à la conservation dans le document qu'il prévoit déposer en novembre étant donné qu'aucun groupe de travail ne se penche sur cette question. Mais il y a une lueur d'espoir.

« Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs m'a dit qu'il était peut-être prêt à considérer créer un groupe de travail sur la conservation sous son égide, alors que les autres groupes sont sous celle du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, affirme M. Nadeau. Nous serions prêts à siéger à un tel comité, mais il doit être créé de façon urgente et il doit avoir des liens avec la démarche du Plan Nord. Parce que le fameux document qui sera déposé en novembre doit contenir de l'information sur les moyens qui nous amèneront à préserver la biodiversité et les écosystèmes dans ce milieu si fragile. »

#### Greenpeace prépare son Plan Nord

Exclu de la table des partenaires du Plan Nord et

des différents groupes de travail sectoriels, comme d'autres grands groupes environnementaux du Québec, Greenpeace prépare son propre Plan Nord.

« Sa vision contrastera avec celle du gouvernement Charest », affirme Nicolas Mainville, responsable de la campagne Forêt chez Greenpeace.

L'organisation souhaite publier son Plan Nord avant celui du gouvernement, prévu pour novembre.

Pour Greenpeace, le Plan Nord est un outil supplémentaire pour faire avancer la création d'aires protégées.

« Grâce à la récente entente entre l'industrie forestière et les groupes environnementaux pour mettre en place un moratoire sur l'exploitation de 28 millions d'hectares de forêt au Canada, dont huit au Québec, le gouvernement voit que même l'industrie est d'accord. Le statu quo n'est plus possible. Il faut augmenter le niveau de protection et on ne peut pas protéger n'importe quoi. Il faut prioriser les endroits où la biodiversité est particulièrement menacée. »

## Développement des régions nordiques

# Les Innus veulent un partenariat économique

MARTINE LETARTE  
COLLABORATION SPÉCIALE

La grogne monte au sein des communautés qui forment l'Alliance stratégique innue.

Au début mai, le conseil innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam déposait une requête pour tenter d'empêcher la réalisation du complexe hydroélectrique de La Romaine.

Ces jours-ci, des membres de cette communauté et d'autres de Matimekush-Lac John bloquent l'accès aux sites des compagnies minières Labrador Iron Mines et New Millenium Capital.

« Nous avons une position claire quant au développe-

ment et à l'exploitation des ressources. On n'est pas contre le développement, mais ce sont nos territoires et il n'est pas question que des projets se réalisent sans qu'on ait droit de regard », affirme Raphaël Picard, chef de la communauté de Pessamit.

#### Consultation insuffisante

La consultation est considérée comme étant beaucoup trop élémentaire actuellement par ces communautés innues.

« Ça va trop vite. On nous informe que tel projet va se faire et si on ne répond pas

dans les 30 jours, c'est fini. Ce que nous voulons, c'est de participer aux projets, devenir de véritables partenaires d'affaires, avoir accès aux ressources », précise-t-il.

Le chef de Pessamit donne l'exemple de trois ententes d'exploration que sa communauté a signées avec des compagnies minières, soit Argex Silver Capital, St-Georges Platinum et Litewave Corp.

« Ils sont venus nous voir comme gouvernement, ce qui est très important, pour nous parler du projet. Ils nous informent de l'évolution, des prospections, des données de forage, de la qualité, de tout.

Et là, nous sommes vraiment en amont. Éventuellement, nous pourrions devenir des partenaires dans l'exploitation. Argex pourrait même construire une usine sur notre réserve et nous participerions à l'investissement. »

Le chef Picard considère ces projets comme des exemples de développement à reproduire pour d'éventuels projets sur le territoire commun des cinq communautés de l'Alliance, le Nitassinan, qui couvre 460 000 km<sup>2</sup> au Québec et au Labrador.

« On doit reconnaître notre autorité sur ce territoire et développer selon nos conditions. »

Bien que les membres de l'Alliance aient refusé de se joindre à la Table des partenaires du Plan Nord, le chef Picard n'exclut pas de joindre les discussions lorsqu'il sera question de projets plus précis qui concerneront son territoire.

« En ce moment, c'est une démarche. Ce n'est pas encore assez articulé en terme de projets », précise-t-il.

En plus des communautés innues de Uashat mak Mani-Utenam, Matimekush-Lac John et Pessamit, l'Alliance stratégique a comme signataires les communautés d'Ekuanitshit et Unamen Shipu.

# Bras de fer diplomatique dans l'Arctique

MARTINE LETARTE  
COLLABORATION SPÉCIALE

Le nord du Canada est le théâtre d'un bras de fer diplomatique. L'enjeu? Le statut du passage Nord-Ouest dans l'archipel arctique canadien.

Alors que le Canada affirme qu'il fait partie de ses eaux intérieures, les États-Unis contestent en disant que c'est un passage international. Y a-t-il matière à s'inquiéter?

Frédéric Lasserre, professeur au département de géographie à l'Université Laval et directeur de projet chez ArcticNet, un réseau de recherche pancanadien

sur l'Arctique, n'est pas très inquiet.

« Cela fait 50 ans que la dispute dure », rappelle-t-il.

Le spécialiste croit en fait que les États-Unis ne s'intéressent pas tellement au passage Nord-Ouest.

« Ce qui leur importe, c'est que leurs bateaux militaires puissent passer partout, dans tous les détroits, en toute liberté. Le Canada le prend un peu personnel. Je crois qu'il y a moyen de trouver une façon de s'entendre. D'ailleurs, les États-Unis reconnaissent que les bateaux marchands doivent se soumettre à la loi canadienne. »

#### Exigences canadiennes

Suzanne Lalonde, professeure titulaire de droit international à l'Université de Montréal, est plus craintive.

« Le Canada revendique que personne ne doit transiter par le passage du Nord-Ouest sans se conformer aux exigences canadiennes, mais à l'heure actuelle, cela se fait de façon volontaire. C'est bien beau à date, mais avec le passage qui devient de plus en plus accessible et le nombre d'utilisateurs qui risque d'augmenter, peut-on avoir confiance en la bonne foi des gens? »

Même s'ils n'ont pas eu de conséquences graves, les quel-

ques incidents d'embarcations qui ont emprunté le passage Nord-Ouest sans prendre contact avec les autorités canadiennes inquiètent la juriste.

#### Visite-surprise

« Avec l'opération NANOOK, en 2009, j'ai visité le poste de la garde côtière à Iqaluit et le directeur nous racontait qu'une fois, il avait pris une pause à l'extérieur et que tout d'un coup, il avait vu un navire sortir de la brume! C'était un navire de croisière allemand qui avait réussi à se rendre là sans avertir personne et sans se faire embê-

ter. Et si ces gens avaient eu de mauvaises intentions? »

Suzanne Lalonde croit que si le Canada affirme que le passage du Nord-Ouest fait partie de ses eaux intérieures, il doit être en mesure de faire respecter sa réglementation.

« S'il n'est pas capable, il risque de perdre légalement le contrôle et le détroit pourrait devenir international. Même si on a cinq navires de la garde côtière qui sillonnent les eaux arctiques pendant l'été et qu'on a accès à des images satellites qui couvrent le passage du Nord-Ouest, on a encore des trous à boucher. »